COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 26 octobre 2026

La Ligue de l'enseignement condamne avec la plus grande force le crime raciste de Trappes et La Verrière

Vendredi 23 octobre, un homme de 26 ans a été assassiné de sang froid en raison de la couleur de sa peau. Cinq autres personnes ont été blessées, pour les mêmes raisons, ou du fait de leur religion supposée, dont une fillette de 12 ans dont le corps a été criblé de balles.

La Ligue de l'enseignement adresse à la famille de Pengo Bossio Wangi ses plus sincères condoléances, et assure de son soutien les familles de toutes les victimes.

Nous sommes une fois de plus profondément révoltés par un acte inqualifiable, incompatible avec les valeurs de la République, et nous sommes profondément troublés par le vent de compassion malaisée, voire d'indifférence, qui l'entoure.

Cet acte odieux s'ajoute à bien d'autres crimes racistes, islamophobes, antisémites, perpétrés ces dernières années dans notre pays. Il advient dans un contexte où la parole raciste et haineuse est largement diffusée par le biais des réseaux sociaux, et de chaînes de télévision s'affirmant aujourd'hui ouvertement comme des organes de propagande des extrêmes droites. Vagues, flux, submersion migratoire, armée du crime... Ces expressions s'invitent dans les discours de personnalités politiques et nourrissent xénophobie et peur de l'autre. Désormais, plus sournoisement, mais de plus en plus régulièrement, les propos racistes s'immiscent dans un nombre croissant de médias.

La Ligue de l'enseignement, fidèle à ses engagements, et en application de ses statuts, agit au quotidien « pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions (...) ». Elle continue de porter un projet éducatif laïque et émancipateur et de développer des actions formant à l'esprit critique.

Aujourd'hui, au-delà, elle s'indigne, et interpelle les citoyennes et citoyens, la société civile dans son ensemble, mais aussi, précisément, les élu.es et la puissance publique. Acceptons-nous un glissement insidieux vers une société qui ne garantirait plus que « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. » ?